



Royaume de Belgique
Service de Sécurité et d'Interoperabilité des Chemins de Fer
Koninkrijk België
Dienst Veiligheid en Interoperabiliteit van de Spoorwegen



Inspectie Verkeer en Waterstaat
Ministerie van Infrastructuur en Milieu



ACF



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



SECRETARÍA DE ESTADO
DE PLANIFICACIÓN
E INFRAESTRUCTURAS
SECRETARÍA GENERAL
DE INFRAESTRUCTURAS
DIRECCIÓN GENERAL
DE INFRAESTRUCTURAS
FERROVIARIAS

Protocole de mise en œuvre des procédures de reconnaissance mutuelle d'autorisation des véhicules ferroviaires conventionnels et à grande vitesse entre les autorités nationales de sécurité de Belgique, des Pays-Bas, de France, du Luxembourg, de Suisse et d'Espagne.

Protocol for setting up cross-acceptance procedures of railway vehicles for high speed and conventional railway systems between the national safety authorities of Belgium, the Netherlands, France, Luxembourg, Switzerland and Spain.

16 Janvier 2012
16 January 2012

Version française:

Le présent protocole concerne la mise en œuvre des procédures de reconnaissance mutuelle d'autorisation des véhicules ferroviaires entre le Service de Sécurité et d'Interopérabilité des Chemins de Fer (SSICF) de Belgique, l'Inspectie Verkeer en Waterstaat (IVW) des Pays-Bas, l'Etablissement Public de Sécurité Ferroviaire (EPSF) de France, l'Administration des Chemins de Fer (ACF) du Luxembourg, l'Office Fédéral des Transports (OFT) de Suisse et la Dirección General de Infraestructuras Ferroviarias (DGIF) d'Espagne agissant en tant qu'autorités compétentes pour l'autorisation des véhicules ferroviaires.

Ce protocole constitue la mise en application de la directive 2008/57/CE relative à l'interopérabilité du système ferroviaire communautaire ainsi que de la recommandation 2011/217/UE relative à l'autorisation de mise en service de sous-systèmes de nature structurale et de véhicules conformément à la directive 2008/57/CE pour faciliter la reconnaissance mutuelle des règles nationales entre les ANS signataires.

Ce protocole porte sur les conditions de l'instruction des demandes de mise en service des véhicules ferroviaires ; il ne se substitue en rien à l'obligation faite aux autorités nationales de sécurité de délivrer les autorisations correspondantes, ni ne modifie les réglementations nationales applicables.

Il annule et remplace :

- le protocole de mise en œuvre des procédures de reconnaissance mutuelle d'autorisation des locomotives et du matériel à voyageurs entre les autorités nationales de sécurité de Belgique, du Luxembourg, des Pays-Bas et de France signé le 22 décembre 2008 à Bruxelles ; auquel se sont jointes respectivement en 2009 et 2011 les autorités nationales de sécurité de Suisse et d'Espagne; en application de l'article 7 de ce dernier ; ainsi que le document technique commun associé dénommé « RM BeNeFLuCH 6 août 2009 ».

Et complète :

- le protocole de mise en œuvre des procédures de reconnaissance mutuelle d'autorisation des wagons entre les autorités nationales de sécurité de Belgique, du Luxembourg et de France signé le 05 septembre 2008 à Bruxelles ; auquel s'est jointe en 2009 l'autorité nationale de sécurité des Pays-Bas; en application de l'article 5 de ce dernier.

1. Champ d'application

Ce document a pour objet l'autorisation de mise en service des locomotives, du matériel automoteur, des voitures à voyageurs, conventionnels et à grande vitesse, ainsi que les véhicules à marchandises. Il concerne :

- les véhicules déjà en service dans l'un des pays cosignataires, et nécessitant une autorisation dans un autre de ces pays ;
- les véhicules nouveaux ou substantiellement modifiés pour lesquels un processus commun et coordonné doit être mis en place.

Les parties s'entendent pour utiliser une liste commune de règles appelée « document technique commun ». Les règles mentionnées dans la liste commune correspondent aux réglementations nationales en vigueur.

Cette liste fait partie intégrante du présent protocole. Elle sera, au besoin et sur demande d'une ou plusieurs parties, conjointement mise à jour par les autorités nationales de sécurité cosignataires.

3. Classement par catégories

Les paramètres sont répertoriés dans le document technique commun et sont inscrits dans l'une des trois catégories suivantes :

Catégorie A : elle comprend les paramètres vérifiés selon des règles techniques considérées comme équivalentes par les autorités nationales de sécurité signataires.

Catégorie B : elle comprend les paramètres pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires pour définir s'ils relèvent en tout ou partie de la catégorie A ou C.

Les paramètres classés dans la catégorie B pourront être reclassés dans la catégorie A ou C en cas de révision du document technique commun et devront être, tant que classés B, vérifiés au niveau national.

Catégorie C : elle comprend les paramètres vérifiés selon des règles techniques reconnues par les autorités nationales de sécurité signataires comme liés aux caractéristiques techniques de l'infrastructure des réseaux. Ces paramètres peuvent seulement être vérifiés au niveau national.

4. Paramètres relevant de la reconnaissance mutuelle (catégorie A)

- a) Les paramètres qui font l'objet d'une reconnaissance mutuelle, sont répertoriés dans la catégorie A par l'ensemble des pays. Pour ces paramètres, l'examen par une autorité est suffisant, l'autorité des autres pays reconnaissant la validité de la vérification réalisée sans examen supplémentaire.
- b) Il n'y a pas obligation de traduction des documents de preuves techniques pour un paramètre de la catégorie A. Seul un certificat de conformité à l'exigence émis par l'autorité ayant vérifié cette exigence, rédigé dans une langue acceptée par l'autorité de sécurité destinataire, suffira à établir la preuve de conformité pour les autres autorités.

5. Fonctionnement de la procédure d'instruction

La description de la procédure suivie et de son fonctionnement sera donnée dans un guide d'application s'y rapportant. Ce guide, qui constituera l'annexe 1 du protocole, sera signé par l'ensemble des autorités nationales de sécurité cosignataires du protocole.

6. Elargissement éventuel du nombre de signataires du protocole

Une autorité nationale de sécurité autre que celles ayant signé le présent protocole pourra se joindre à l'accord en adressant aux autorités nationales de sécurité déjà signataires une déclaration écrite, datée et signée exprimant sa volonté de se joindre à l'accord.

Cette déclaration entraînera automatiquement pour l'autorité nationale de sécurité qui l'émettra, l'acceptation pleine et entière des documents techniques associés au présent protocole.

Ce ralliement entraînera également l'obligation de participer aux travaux communs de mise à jour du document technique commun associé au présent protocole.

Remarque générale

En cas de divergence entre la version française et la version anglaise du protocole, seule la version française fera foi

English version:

This protocol deals with the implementation of cross-acceptance procedures for placing into service railway vehicles between Service de Sécurité et d'Interopérabilité des Chemins de Fer (SSICF) of Belgium, Inspectie Verkeer en Waterstaat (IVW) of the Netherlands, Établissement Public de Sécurité Ferroviaire (EPSF) of France, Administration des Chemins de Fer of Luxembourg (ACF), Office Fédéral des Transports (OFT) of Switzerland and Dirección General de Infraestructuras Ferroviarias (DGIF) of Spain, competent for the authorisation of railway vehicles.

This protocol represents the application of the Directive 2008/57/EC on the interoperability of the rail system within the Community and of the recommendation 2011/217/EU on the authorisation for the placing in service of structural subsystems and vehicles under Directive 2008/57/EC of the European Parliament and of the Council between the signing NSAs, to provide mutual recognition of the national rules between the signing NSAs.

This protocol covers the procedures for placing railway vehicles into service. It neither relieves, in anyway, the national safety authorities of their obligation to deliver the corresponding authorisation nor modifies national legislation in force.

It cancels and replaces:

- the protocol for setting up cross-acceptance procedures of locomotives and passenger rolling stock for high speed and conventional railway systems between the national safety authorities of Belgium, Luxembourg, the Netherlands and France signed on 22 December 2008 in Brussels; joined respectively in 2009 and 2011 by the national safety authorities of Switzerland and Spain; in accordance with article 7 of the latter;

as well as the associated common technical document called « RM BeNeFLuCH 6 août 2009 ».

And completes:

- the protocol for setting up cross-acceptance procedures of wagons between the national safety authorities of Belgium, Luxembourg and France signed on 05 September 2008 in Brussels; joined in 2009 by the national safety authority of the Netherlands; in accordance with article 5 of the latter.

1. Scope

This protocol sets up cross-acceptance procedures for placing into service locomotives, power cars, passenger rolling stock for high speed and conventional railway systems and freight wagons. The protocol concerns:

- vehicles already authorised in one of the co-signatory countries and for which an authorisation in one of the other co-signatory countries is needed.
- new or substantially altered vehicles for which a common and coordinated organisation is required.

2. Principle

The parties agree to use a list of common rules called “common technical document”. Rules mentioned in the common list correspond to the national regulation in force.

This list is an integral part of the present protocol. It will, when necessary and when requested by one or several parties, be jointly updated by the co-signatory national safety authorities.

3. Classification by category

Parameters are listed in the common technical document and classified in one or more of the 3 following categories:

Category A: includes parameters verified against technical rules considered as equivalent by the co-signatory national safety authorities.

Category B: includes parameters that require additional investigations to determine if they are in whole or in part in category A or C. Parameters in category B might be accepted in category A or C when revising the common technical document. They should, until such acceptance, always be verified at national level.

Category C: includes parameters verified against technical rules recognized by the signatory national safety authorities as undeniably related to technical characteristics of each infrastructure. These parameters can only be verified at national level.

4. Cross-accepted parameters (Category A)

a) Parameters categorized A by all the countries are cross-accepted.

For each of these parameters, authorities recognize the validity of the check conducted by an authority of the other country without additional checks.

b) Documents used by a national safety authority to verify an A categorized parameter, do not need to be translated. A declaration of compliance with the rules taken into account in the authorisation process for placing in service, delivered, by the authority having verified that compliance, written or translated in a language, accepted by the other authority, is sufficient to establish the proof of compliance.

5. Functioning of cross-acceptance procedures for placing into service railway vehicles

The functioning of cross-acceptance procedures for placing vehicles into service will be explained in an application guide. This application guide will constitute appendix 1 of the present protocol. It will be signed by the co-signatory national safety authorities of the protocol.

6. Possible expansion of the number of signatories of the protocol

A national safety authority other than those who have already signed the protocol, may join the present agreement by sending to the national safety authorities co-signatories a written, dated and signed declaration expressing its willingness to join the agreement.

By this declaration, the national safety authority, will automatically accept entirely the technical documents attached to the present protocol.


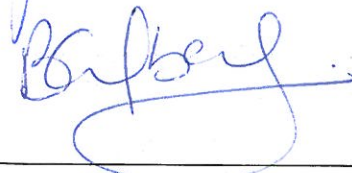
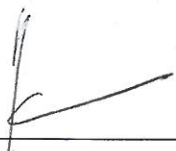
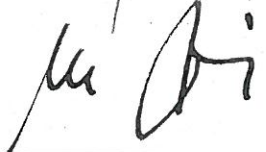
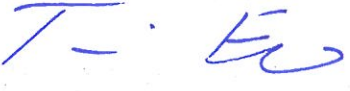
Furthermore, it will have to participate with the other NSAs, in the updating of the common technical document associated with this protocol.

General remark

In the case of a divergence between the French and English versions of the protocol, the French version shall prevail.

Signé à Amiens, le 16 janvier 2012

Signed in Amiens, on 16 January 2012

André Latruwe	Directeur Service de Sécurité et d'Interopérabilité des Chemins de Fer	
Brigit Gijsbers	Deputy Director Railway Transport on behalf of the Minister of Infrastructure and the Environment	
Denis Huneau	Directeur Général Etablissement Public de Sécurité Ferroviaire	
Marc Oestreicher	Directeur Administration des Chemins de Fer	
Toni Eder	Vice Directeur Office Fédéral des Transports	
Carlos María Juárez Colera	Director General de Infraestructuras Ferroviarias	